

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 19/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

POURQUERY DMP

2 Espa. Henry Vallée
69007 Lyon

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0006113275

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement POURQUERY DMP implanté 93 boulevard du parc d'artillerie 69007 Lyon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'établissement bénéficie d'un arrêté d'autorisation du 30 mars 2018 pour une activité de transformation des métaux non ferreux.

La présente inspection a pour objet de faire un point sur les suites de la dernière inspection et notamment la mise en demeure du 27 décembre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POURQUERY DMP
- 93 boulevard du parc d'artillerie 69007 Lyon
- Code AIOT : 0006113275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Les activités consistent en l'affinage des métaux non ferreux se caractérisant par les opérations suivantes :

- analyse des métaux non ferreux ;
- préparation des produits aux analyses, à la fonte et à l'affinage (broyage et oxydation thermique) ;
- fonte de métaux non ferreux ;
- affinage chimique et électrolytique de métaux non ferreux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions

- complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant indique avoir lancé des études afin d'améliorer la captation des fumées de la zone des fours.

Aussi une modification de la gestion des effluents est prévue avec la mise en place d'un évapo-concentrateur. Un porter à connaissance sera transmis d'ici la fin de l'année au préfet.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 4.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Analyses des rejets gazeux	AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Conformité des rejets gazeux	AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Ballon obturateur	Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 3.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu partiellement à la mise en demeure en réalisant les analyses de rejets gazeux. Néanmoins des non-conformités persistent concernant des concentrations en certaines substances. L'exploitant indique avoir entrepris des mesures pour se mettre en conformité. La prochaine campagne de mesures, prévue en octobre, permettra de vérifier si ces mesures permettent la mise en conformité.

Dans l'attente, l'Inspection propose de sursoir à l'application de sanctions administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Origine de la ressource : réseau public AEP Prélèvement maximal annuel : 1 000 m ³ Usage associé : Alimentation des cuves d'affinage
Constats : L'exploitant indique consommer environ 2000m ³ d'eau. Un porter à connaissance sera transmis à l'Inspection d'ici fin d'année pour demander la modification de l'AP. Demande 1 : L'Inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit porter à la connaissance du préfet ses projets de modifications avant leur mise en œuvre (R181-46 du code de l'environnement). Le porter à connaissance devra être transmis sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Analyses des rejets gazeux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : La société Pourquoi qui exploite le site de Lyon 7, est mise en demeure de respecter : Conformément à l'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 30/03/2018, dans un délai de 1 mois à compter la notification du présent arrêté, de réaliser les analyses de ses rejets gazeux au niveau de chacun des points d'émission ;
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection le rapport d'analyses réalisées en décembre 2022 et février 2023 sur les 3 conduits. Le rapport est daté du 10 mars 2023.

L'Inspection constate que les conditions de fonctionnement des installations ne sont pas décrites.
Demande 2 : L'Inspection demande à l'exploitant de faire préciser sur les prochains rapports d'analyses les conditions de fonctionnement des installations lors des mesures réalisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Conformité des rejets gazeux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Pourquery qui exploite le site de Lyon 7, est mise en demeure de respecter : <i>« conformément à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 30/03/2018, de prendre les dispositions pour rendre ses rejets gazeux conformes sous 3 mois à compter la notification du présent arrêté pour les conduits de fours et 6 mois à compter la notification du présent arrêté pour le lavage ; »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport d'analyses du 10/3/23 indique 2 non conformités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 sur le mercure (0,07mg/Nm3 pour une VLE à 0,01mg/Nm3) pour le conduit 1 (fours induction équipés d'un filtre à manches); - 1 sur les dioxines/furanes (0,14ng/Nm3 pour une VLE de 0,1ng/Nm3) pour le conduit 2 (fours à gaz équipés d'un filtre céramique) <p>Les non-conformités en SO₂, HCl et Cl₂ détectées précédemment sur le conduit 3 (bains de dissolution et précipitation équipés de tours de lavage) ne sont plus retrouvées en 2022/23. L'exploitant indique avoir mis en place une nouvelle pompe et un refroidisseur pour condenser les fumées.</p> <p>L'Inspection constate par ailleurs que la non-conformité en dioxines/furanes avaient déjà été détectées précédemment.</p> <p>L'exploitant indique qu'un chargement plus lent du four ainsi que le remplacement du carbonate injecté dans le conduit par un produit différent devrait permettre la mise en conformité.</p> <p>Pour ce qui est du mercure, un curage des tuyaux et un changement de cartouches du filtre sont prévus.</p> <p>De nouvelles mesures sont prévues en octobre 2023.</p> <p>Demande 3 : L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les résultats des mesures sous 2 mois et en cas de non-conformité, un plan d'action avec planning pour la mise en conformité.</p> <p>D'autre part, l'Inspection a constaté que les vitesses d'éjection des conduits 1 (12,4m/s pour 24m/s) et 3 (5,8m/s pour 6 m/s) sont inférieures aux vitesses prescrites par l'article 3.2.2 de l'arrêté d'autorisation.</p>

Demande 4 : L'Inspection demande à l'exploitant de mettre en conformité les vitesses d'éjection des conduits 1 et 3 avant les analyses prévues en octobre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Ballon obturateur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est prévu la mise en place d'un obturateur automatique pour assurer le confinement des eaux d'extinction en amont immédiat du point de rejet n° 1 et des barrières amovibles au droit des accès de plain-pied au niveau des ateliers (fonderie et zone d'affinage n° 1 ; zone d'affinage n° 2) et de la cour du bâtiment.</p> <p>Lors de la précédente visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser en heure hors ouvrée comment le déclenchement du ballon était envisagé (pompiers ou autres).</p> <p>Lors de l'inspection objet du présent rapport, l'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'un gardien est présent 24h24 / 7j/7 sur les lieux. Une formation lui a été faite pour lui apprendre la conduite à tenir en cas d'incendie. Aucune procédure/fiche réflexe n'a cependant été réalisée.</p> <p>Demande 5 : L'Inspection demande à l'exploitant d'élaborer et mettre à disposition du gardien sous 1 mois une procédure/fiche réflexe sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Le document portera notamment sur le déclenchement du ballon ainsi que sur la mise en place des batardeaux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois